



QUI A PEUR DE LA CROISSANCE ?

A propos d'un dilemme économique inattendu

Depuis une décennie maintenant, les partenaires sociaux ont de grandes difficultés à s'entendre sur une appréciation commune de l'état économique et financier de notre pays. Alors que les uns veulent distribuer les fruits d'une croissance qui fait pâlir de jalousie nos voisins européens, les autres trouvent que le fruit essentiel de la croissance est la destruction de l'environnement, l'embouteillage routier ou l'impossibilité de se loger à un prix décent. Quand les uns prétendent que l'État luxembourgeois et ses caisses de Sécurité sociale nagent dans l'argent, les autres disent que le pays s'endette excessivement et met en péril les générations futures. Lorsque les uns disent que la croissance permet maintenant d'ajuster les pensions à la hausse, les autres expliquent que la croissance ne fait qu'aggraver le déséquilibre structurel d'un système voué à la faillite.

De toute évidence, la lutte électorale a maintenant commencé et les candidats se servent de tous les raccourcis disponibles pour mobiliser leurs troupes. Vrais ou faux, les slogans et arguments sont invariables et on s'en sert en fonction de son intérêt et de son camp. Les thèses sont éloignées et contradictoires au point que tout et son contraire est admissible dans le concert des opinions. Ça s'appelle alors un débat. Les vues syndicales ont la cote en cette période, puisqu'elles parlent de pauvreté, d'inégalités, de pouvoir d'achat et des difficultés à joindre les deux bouts, autant de sujets populaires et à connotation altruiste qui se démarquent des convictions technocratiques de ceux qui trouvent toujours une bonne raison pour ne pas distribuer des richesses au bon peuple.

En vérité, les choses ne sont pas si simples, à commencer par le fait que ceux qui les expliquent sont toujours supposés être dans un camp donné et donc corrompus par leur adhésion partisane. Le soussigné n'échappe pas à cette règle. Essayons tout de même de nous comprendre !

Etat des lieux

Ayant su se renouveler à plusieurs reprises par le passé, le Luxembourg profite d'une économie resplendissante, hautement productive et compétitive, qui attire du capital, des entreprises innovantes et avec elles des personnes talentueuses, souvent hautement qualifiées et payées. Ces entreprises et personnes financent généreusement nos réserves de Sécurité sociale et payent beaucoup d'impôts, ce qui permet à l'État central de se payer les fonctionnaires les plus chers au monde, d'effectuer des transferts sociaux inégalés et de réaliser des infrastructures parmi les plus modernes qui à leur tour font vivre bien des entreprises et leurs salariés. Ce cycle vertueux ne semble avoir été que peu dérangé par la crise de 2008 et 2009 et fait figure de « *perpetuum mobile* », au point que le commun des mortels se demande si nous allons avoir la place pour accueillir tout ce bonheur économique. C'est ce qui nous vaut quelques relents xénophobes et surtout le débat actuel autour de la croissance. Le bon sens ne peut pas croire qu'elle serait

éternelle et les écologistes nous avertissent que, tel Icare, nous allons nous brûler les ailes.

Le personnel politique est quelque peu déstabilisé par ce sentiment unique en Europe. Un gouvernement qui se voit reprocher une croissance excessive ? Où va-t-on chercher cela ?

La réponse classique à la frange de la population qui peut se permettre le luxe d'être critique de la croissance sera de leur dire que nous avons besoin de croissance pour financer nos pensions – ce qui est vrai –, et que nous aspirons à une croissance qualitative – ce qui sonne flou, voire facile, tout en étant vrai aussi.

Et puis, la femme ou l'homme de la rue se demande comment il est possible qu'elle ou il n'ait pas eu le sentiment de s'enrichir au même rythme que son pays. Au contraire même : les parents avaient pu construire une belle maison avec le seul salaire du père, alors qu'aujourd'hui, à deux à la corvée, on ne le peut plus guère. Comment est-il possible que tous les commentateurs décrivent une pauvreté et une inégalité croissantes alors que le pays est riche comme jamais auparavant ? Certains osent même prétendre depuis quinze ans que nous n'aurons pas demain les pensions promises parce que le système rentrerait inexorablement dans un mur, alors que – c'est un fait – les imposantes réserves du système sont bien supérieures à toutes les dettes que l'État a pu contracter par ailleurs.

La vérité, c'est que tout cela n'est pas contradictoire, mais parfaitement logique. Encore faut-il passer par quelques constats pour le comprendre.

Sans croissance, rien ne va

La croissance économique est absolument indispensable à une vie décente comme nous la comprenons aujourd'hui et, même si c'est contre-intuitif, la croissance économique peut être soutenable à très long terme.

Le monde a été sans vraie croissance économique jusqu'à la Renaissance. A partir de là, le système capitaliste moderne s'est développé, lentement d'abord, puis en s'accéléralant depuis le XIX^{ème} siècle. Les moteurs essentiels de cette évolution ont été les progrès de la science et de la finance moderne qui sont tous deux la condition d'un développement économique parce qu'ils permettent l'investissement et l'innovation.

L'idée derrière tout investissement est de croire que demain sera meilleur, que demain le progrès transformera l'investissement d'aujourd'hui en une meilleure efficacité et finalement en une richesse plus abondante. Cette aspiration est individuelle et collective à la fois. Lorsqu'un même nombre de gens produisent plus d'une année à l'autre, ils peuvent consommer plus et sont, du moins en moyenne, plus riches : les comptes nationaux mesurent un produit intérieur brut en augmentation ; c'est cela la croissance. Sans les découvertes et inventions, sans une croyance profonde en l'ingéniosité humaine, il n'y aurait eu ni l'investissement ni le développement que nous connaissons depuis cinq siècles maintenant. L'idée moderne selon laquelle demain nous arriverons à faire mieux qu'aujourd'hui, l'idée d'un espoir collectif dans un futur meilleur est impossible sans création de richesses supplémentaires, c'est-à-dire sans ce que nous appelons communément croissance.

L'inverse est vrai aussi : sans croissance, aucun progrès, ni technologique, ni social n'est possible. Pour s'en convaincre, il faut imaginer un monde dont la croissance dépend de la seule évolution démographique, une économie plate, telle qu'elle a largement existé avant le XV^{ème} siècle. Dans un tel système, la richesse produite par travailleur reste stable et l'enrichissement de l'un se fait exclusivement à travers l'appauvrissement d'un autre. Dans un tel monde, il est normal d'emprunter de l'argent pour monter une armée qui sert à piller les populations voisines. En pratique, la guerre est alors l'unique moteur de l'histoire.

Plus près de notre réalité contemporaine, le sort de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal nous a montré les désastres d'une économie en stagnation ou même en recul : déficits budgétaires intenable, chômage galopant, jeunes sans perspectives et exodes des talents. Les sacrifices nécessaires pour sortir du marasme détruisent les rêves de toute une génération et frappent évidemment toujours les plus faibles d'abord.

Ce ne serait pas moins grave dans notre pays, au contraire même. Nous en avons eu un avant-goût en début de décennie seulement. Comme nos dépenses budgétaires augmentent structurellement du fait d'automatismes inconnus ailleurs, le déficit de l'État central exploserait à court terme entraînant vite une augmentation des prélèvements obligatoires et une réduction du revenu disponible des ménages. Les apports étrangers, tant humains qu'en capital, se retireraient. Le système de pensions serait intenable du jour au lendemain et tous les transferts sociaux seraient remis en question. A défaut de moyens pour investir en une économie productive, notre « *perpetuum mobile* » se renverserait pour devenir un cercle vicieux qui nous interdirait tous nos projets, qu'ils soient économiques, sociaux ou écologiques.

Il serait naïf de croire qu'un monde sans croissance, où les modes et les niveaux de production sont gelés, est un monde qui préserve les ressources. Dans une économie plate, la consommation des ressources reste identique, voire proportionnelle à la démographie, mais garde sa tendance à détruire pendant une durée illimitée des ressources à disponibilité limitée – les déforestations méditerranéennes dans l'Antiquité sont là pour l'illustrer. Il n'est pas possible de préserver notre avenir avec une réduction des investissements et des innovations.

A l'heure actuelle, nous ne détruisons pas l'environnement par un excès de progrès et de croissance du produit intérieur brut, mais par un manque de conscience collective et d'adaptation de notre mode de vie au savoir. Certes, nous consommons plus de richesses naturelles qu'il n'est soutenable à moyen terme, avant tout par la destruction de la diversité biologique. Et oui, nous entrons sans doute dans une ère de pénurie de ressources, notamment de minerais. Par contre, ce sont les connaissances acquises et les progrès du savoir, financés par notre espoir d'en tirer des bénéfices pour tous, qui nous font aujourd'hui comprendre que les ressources matérielles sont limitées et que nous devons apprendre à les gérer autrement. Produire plus sans détruire plus, consommer autrement, redistribuer, tout cela n'arrêtera pas la valeur de notre production, mais au contraire l'augmentera. La valeur ajoutée des plus grandes firmes d'aujourd'hui est déjà une production du savoir, une économie de l'intangible.

Au niveau planétaire, la démographie galopante dicte le rythme quantitatif et c'est là un problème majeur pour les ressources planétaires limitées. Mais sans gains de productivité majeurs, sans croissance qualitative, il n'aurait pas été possible de sortir des milliards d'êtres humains de la misère comme ce fut le cas ces dernières décennies. Demain, croissance productive et écologie devront aller de pair, sinon les objectifs de développement durable¹ sont totalement illusoire.

Retenons ici que, si la consommation illimitée de ressources limitées est certainement impossible, la croissance de la valeur ajoutée de notre production économique (le PIB) ne doit pas d'office en être coupable, mais doit au contraire en devenir le remède.

La croissance luxembourgeoise : un cas très spécial

Cet éloge de la croissance nous mène à une autre vérité trop ignorée : le Luxembourg n'a pas le

¹ ***Sustainable Development Goals*** : nom utilisé pour les dix-sept objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 établi par l'ONU en septembre 2015 à la suite des ***Millennium Development Goals*** de l'année 2000

type de croissance vertueuse que nous venons de décrire. En fait, pour faire simple, pendant les dernières 15 années, notre production et le nombre de nos travailleurs ont tous deux augmenté de quelque 50%. Même s'il est vrai que certains pans de nos activités sont hautement productifs, il reste que depuis le début du millénaire nous vivons dans une économie plate, mue essentiellement par la démographie du travail. Les nombreux atouts du pays attirent des activités et des personnes qui, par leur travail, permettent au pays de produire plus. Tous ensemble, nous consommons plus aussi. C'est tout le contraire de la croissance des grands pays qui mesurent leur production accrue à main-d'œuvre plus ou moins inchangée. Ils présentent des chiffres moins fringants, mais ils ont augmenté leur productivité et se sont effectivement enrichis. Chez nous, le pays est devenu plus riche, oui, mais les gens qui en vivent, par tête, ne le sont pas. Comme la productivité de nos entreprises, seule vraie mesure d'un accroissement de la richesse produite, n'augmente pas, il est nous faut diviser cette richesse supplémentaire par davantage de personnes.

Les finances publiques, par contre, en profitent par la TVA (consommation), la retenue d'impôt sur salaire (IRP) et l'impôt payé par les entreprises (IRC), qui tous s'envolent plus ou moins directement avec la croissance. L'État utilise de cette manne à concurrence de 47% pour ses redistributions sociales, à concurrence de 13% pour investir, mais aussi pour richement arroser les électeurs, c'est-à-dire les fonctionnaires et les retraités qui en constituent la majorité.

La part prépondérante des travailleurs qui permettent cet apport est généralement privée de passeport luxembourgeois et de pouvoir électoral. Ils travaillent très majoritairement dans des entreprises privées et sont en moyenne jeunes et bien portants, ce qui signifie qu'eux et leurs patrons cotisent dans les caisses de la Sécurité sociale, mais sans retour immédiat : ils vont, une fois plus chétifs et retraités, vouloir recueillir leur part - c'est bien normal. Mais pour le moment, les caisses regorgent d'argent. C'est là le grand biais qui permet à certains politiques de dire que le système des retraites n'a aucun problème. Mais le jour où cesse l'apport en masse de jeunes travailleurs sains et bien payés, le système court à la catastrophe. Pire, même à un rythme de croissance continu, il n'est pas soutenable. Pour que les choses restent simplement en l'état, il faudrait que notre croissance quantitative s'accélère, de 4% à 5% par an, puis à 6%, encore et encore... et que le nombre de travailleurs augmente en conséquence. Il ne faut être ni écologiste ni Icare pour se faire du souci.

Pour le moment, les perdants sont les jeunes. A long terme, ils doivent veiller à assurer leur vieillesse puisque le système de pensions actuel ne tiendra pas dans sa forme actuelle. De plus, l'accession à la propriété immobilière, un pilier traditionnel de la sécurité financière des vieux jours, leur est interdite par les prix immobiliers débridés. Ce sont les prix immobiliers qui font que les résidents non propriétaires, malgré un pouvoir d'achat en augmentation constante, se sentent moins bien lotis que leurs parents.

Une croissance quantitative est certes préférable à une stagnation ou un recul. Mais un doublement de la population et de la main-d'œuvre en quelques dizaines d'années entraîne ses embouteillages, pénurie de logement, pénurie de main-d'œuvre et besoins énormes en infrastructures, sans parler des difficultés d'intégration. Si donc pour l'instant les chiffres sont bons, ils ne doivent pas nous éblouir, car ils cachent des défis considérables.

Mais alors, quelle croissance ? Pour quels défis ?

Nous ne pouvons pas nous permettre de mépriser le principe même de la croissance économique. Il faut une croissance et il faut que les gens en profitent, qu'ils soient électeurs, résidents ou frontaliers.

Tous les automatismes, ajustements et indexations ne leur servent à rien si les prix d'achats immobiliers et les loyers les leur enlèvent. La faute en incombe aux gouvernements successifs qui

ont tous tablé sur des taux de croissance spectaculaires sans prévoir ni les infrastructures de transport ni les logements qui vont avec. Encore aujourd'hui, les mesures les plus discutées - taxations, lutte contre la spéculation, terrains vacants, logements sociaux, réquisition des logements vides - semblent peu concentrées sur le côté purement quantitatif du problème. Or nous savons que nous avons des retards à combler et qu'à court et moyen terme notre démographie va continuer à fortement augmenter. Nous devons donc investir massivement en infrastructures et cela en commençant par le logement.

Même si cette question est la première question sociale du Grand-Duché, il ne s'agit pas de logement « social ». Il s'agit du logement de tous, toutes catégories sociales confondues, mais avant tout de logement locatif pour les jeunes qui se lancent dans la vie et fondent une famille. Et il s'agit aussi de « loger » les entreprises, sans lesquelles rien ne va.

Aujourd'hui, nous avons un déficit de quatre à cinq mille logements par an, mais nous nous permettons une durée de 10 ans entre la planification et l'emménagement. Il est donc évident qu'il faudra commencer par accélérer les procédures pour les dizaines de milliers de logements qui sont en cours d'autorisation. A l'heure actuelle, les contraintes administratives, communales, environnementales, de voiries et autres donnent aux autorités tous les moyens pour freiner, mais les privent des moyens d'accélérer la cadence.

Si nous voulons laisser à la nature son espace tout en construisant sans contraintes environnementales dans les zones constructibles, il nous faut avancer vers un aménagement du territoire intelligent qui n'asphyxie pas l'État et les entreprises dans leur indispensable développement, mais qui préserve en même temps la faune, la flore, les paysages, l'agriculture et l'eau. Cela n'est pas impossible, mais impose de penser et de planifier à l'horizontale, sans les silos où l'écologie et l'économie se permettent des cantonnements politiques et administratifs.

Notre économie aussi doit changer. Elle doit produire plus avec moins de ressources, y compris moins de ressources humaines. Après quinze ans de productivité du travail stagnante, il faut un modèle de croissance qui génère des gains de productivité. Pour cela, il nous faut promouvoir une économie du savoir, car elle est la richesse de demain et cette richesse doit croître. L'ère de la digitalisation offre des chances inespérées à cet égard. Elle commence par une adaptation de l'école, de la formation initiale et de la formation continue. Avec des collaborateurs de mieux en mieux formés, les entreprises doivent pouvoir s'organiser et se réorganiser en fonction des progrès techniques et des besoins de leurs clients, à défaut de quoi elles ne trouveront pas l'efficacité requise. Elles doivent pouvoir réagir de façon flexible, y compris en temps de travail. Lorsque l'on sait que le secteur financier est le pan de notre économie dont la productivité est traditionnellement la plus élevée, on devine que la diversification que tous appellent de leurs vœux passe par la robotisation et par l'économie de l'intangible.

Pour tout cela, nous ne pouvons, ni ne voulons renoncer à l'apport de femmes et d'hommes nationaux, étrangers, frontaliers ou non, mais nous ne pouvons pas continuer à accroître leur nombre au même rythme : d'abord, il n'y en a tout simplement pas assez et ensuite, nous ne saurons bientôt plus comment les amener, ni les loger. Nous devons donc augmenter la productivité de chacun de nos salariés, tout en cherchant des arrangements qui vont profiter à tous les acteurs de la Grande Région.

Le gouvernement partage largement cette vision, mais il agit trop souvent comme si ses vœux étaient déjà une réalité, alors que presque tout reste à faire. L'idée vertueuse de la croissance qualitative discutée depuis le rapport Rifkin promet moins d'embouteillages à terme, moins de problèmes de logement, moins de dépenses d'investissement, plus d'écologie et plus de qualité de vie, mais ferait aussi qu'il y aurait moins d'emplois pour les non qualifiés, moins de cotisations sociales, un âge moyen de notre main-d'œuvre qui augmente et finalement, à législation constante, de gros problèmes de financement de notre Sécurité sociale.

La question de la redistribution ne passe donc pas par les promesses « sociales » de ces prochains mois, mais par une réflexion profonde sur notre modèle de production et de sécurité sociale. Si vous deviez rencontrer quelqu'un qui promeut une économie à grands gains de productivité et qui vous dit en même temps que le système de pensions peut rester exactement ce qu'il est, vous savez que vous êtes en pleine campagne électorale où les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

En réalité, l'État devrait commencer par lui-même et ses communes. Son fonctionnement en silos et l'absence totale de mesure de sa propre (in)efficacité exigent des réformes fondamentales dont on ne voit même pas un début de conscience à ce jour. Pourtant, une vraie simplification des procédures et une adaptation de nos infrastructures à la hauteur de nos défis passent par là. La seconde urgence nécessite d'admettre devant les électeurs la vulnérabilité de notre système social pour le rendre apte aux changements qui s'annoncent. Enfin, il faut aider les entreprises à construire sur le terrain cette économie digitale, productive et écologique que tous veulent, mais que chacun empêche par ses considérations de détail. Non seulement les entreprises créent la richesse que nous voulons distribuer, mais elles sont aussi celles qui permettent à l'indispensable ascenseur social de fonctionner.

Avec de tels défis, renoncer à l'idée de croissance économique serait une abdication. Ce serait croire que nous pouvons réussir une transition économique et écologique sans investissement d'avenir ou que nous pouvons redistribuer les richesses produites sans en produire davantage. Pire, cela équivaldrait à perdre totalement le contrôle politique et à abandonner notre vision sociale. L'avenir est dans la croissance, mais pas n'importe laquelle.

Jean-Jacques Rommes, Administrateur délégué de l'UEL

(article publié dans le *Lëtzebuurger Land* du 2 mars 2018)

